

# Reims, le rêve de revanche de la droite

Arrachée en 2008 par le PS, la capitale champenoise est l'un des objectifs majeurs de l'UMP

REIMS (CHAMPAGNE)  
ENVOYÉ SPÉCIAL  
ARTHUR NAZARET

De loin, on dirait une histoire de princesse. Il y est question d'un « rapt » et d'une « belle endormie » qui n'attendrait que quelques mois pour se réveiller en Reims charmant. De près, c'est un rude combat politique qui se dessine entre une droite revancharde et une mairie aux mains du PS. « *Quand la gauche gagne, c'est toujours comme si c'était un rapt. Ils considèrent que Reims est leur chose* », remarque Adeline Hazan, qui a repris la ville en 2008. Avec un gouvernement impopulaire, une opposition rémoise enfin unie et une ville longtemps gouvernée à droite, le candidat de l'UMP, Arnaud Robinet, pourrait se montrer confiant. « *Je n'ai jamais cru à la fameuse vague bleue de Jean-François Copé et je suis incapable de prévoir l'impact de la politique du gouvernement sur ce scrutin* », explique celui qui est député depuis 2008.

Reims, sa cathédrale, son champagne et son centre-ville cossu,

parsemé de bâtiments aux styles Art déco. La carte postale parfaite d'une cité bourgeoise. Mais la douzième ville de France, c'est aussi 43 % de logements sociaux et un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, même si la viticulture, l'agriculture et le tourisme tirent encore l'économie de cette ville qui eut un passé ouvrier.

## Une campagne musclée

Une sociologie qui promet un scrutin serré. « *Il y a une forte chance pour que l'on reprenne la ville. Avec Angers, Amiens, Metz, Toulouse ou Saint-Étienne, cela fait partie des mairies que l'on peut gagner* », estime Alain Marleix, le spécialiste des élections côté UMP. « *Ce n'est pas une ville de gauche, même si François Hollande y a été majoritaire. S'il y a un face-à-face, cela se jouera dans un mouchoir de poche. En cas de triangulaire, on est devant* », répond Christophe Borgel, son alter ego, côté PS.

À résultat indécis, campagne musclée. « *Ils n'ont qu'un projet*

## LE MATCH



FRANÇOIS NASCIBENI/AFP

MAIRE

PS

**Adeline Hazan**  
56 ans

BIO

Maire depuis 2008, élue avec plus de 56 % des voix face à Catherine Vautrin. Au PS, elle est proche de Martine Aubry. Ancienne magistrate, ancienne présidente du Syndicat de la magistrature.



DELAPORTE D./ ANDIA.FR

OPPOSANT

UMP

**Arnaud Robinet**  
38 ans

BIO

Député depuis 2008 de la première circonscription de la Marne. Il se présente en binôme avec Catherine Vautrin, députée et ancienne ministre de Jacques Chirac. Enseignant chercheur, praticien hospitalier

anti-Hazan. Ils sont dans le déniement. J'attends toujours leurs propositions », lance l'édile de cette cité d'environ 180.000 habitants. « *Elle fait une campagne haineuse et hargneuse. C'est une femme assez renfermée qui est restée dans son bunker. Nous, nous n'avons pas attendu les trois derniers mois pour aller sur le terrain* », riposte Robinet. Pour la droite, Hazan n'a fait que mettre en œuvre des décisions prises par l'ancienne majorité, comme l'arrivée du tramway. « *On a réveillé la "belle endormie"* », réplique Hazan. *Dynamisme culturel, réhabilitation des emblématiques Halles du Boulingrin, rénovation des quartiers, le tout sans augmenter les impôts* », vante la candidate de gauche.

## « Hazan ne compte pas à Paris »

« *Robinet est une erreur de casting. Il avait l'image du renouveau et de la jeunesse mais la mayonnaise ne prend pas* », lâche Borgel. « *Tout le monde attendait Catherine Vautrin. Elle a plus d'expérience* », poursuit Hazan. « *Vautrin, vous la mettez dans une salle, elle connaît tout le monde. Robinet, c'est plus laborieux* », achève un proche de la candidate.

Finalement, Vautrin, l'ancienne secrétaire d'État, brigue

## VU DES PRISONS

# À quand des urnes en détention ?

**DROIT** En théorie, plus de 50.000 détenus pourraient voter aux municipales. En réalité, pas si simple. L'association Robin des lois veut obtenir l'ouverture de bureaux de vote derrière les barreaux

MARIE QUENET

« *J'ai voté pour la première fois à la présidentielle de 2012, quand j'étais en maison d'arrêt. J'ai donné ma procuration à quelqu'un du PS. J'étais fier. Mais il a fallu que je me batte* », confie Abès\*, joint par téléphone dans son lieu de détention. « *Pour les municipales, je n'ai pas le courage de refaire les démarches. Ici, il y a tellement d'autres problèmes : le parloir, les douches, la cantine... Voter quand on est en prison, c'est super galère !* »

Aujourd'hui, la très grande majorité des détenus a le droit de vote. Une condamnation à une peine de prison n'entraîne plus la privation automatique des droits civiques, comme avant 1994. En 2012, 1.609 détenus étaient déchus de ces droits, peu au regard des 64.787 prisonniers recensés au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Soit, en écartant aussi les mineurs (712) et les étrangers (12.548), près de 50.000 électeurs potentiels derrière les barreaux aux dernières élections. Aux municipales, le nombre devrait être plus élevé, l'élection étant également ouverte aux ressortissants de l'Union européenne.

## Des détenus pensent qu'ils sont privés de leurs droits civiques

Pour voter, les prisonniers doivent bien sûr être inscrits sur les listes électorales. Dans leur commune habituelle ou, depuis la loi pénitentiaire de 2009, en se faisant domicilier auprès de leur établissement pénitentiaire. Il existe ensuite deux façons de voter : par procuration ou, depuis 2007 pour certains détenus, en obtenant une permission de sortir auprès du juge d'application des peines.



Dans la prison pour femmes de Rennes, le journal est distribué chaque jour gratuitement. THIERRY PASQUET/SIGNATURES

Dans les faits, très peu participent aux scrutins. À la présidentielle de 2012, 1.980 détenus ont voté au second tour (1.624 par procuration, 356 avec une permission de sortir), soit moins de 4 % des électeurs potentiels. Aux législatives, on ne comptabilisait que 1.112 votants (760 par procuration, 352 avec une

permission de sortir), soit moins de 2,5 %, et moins qu'en 2007. Des affichettes « *Le savez-vous ?* » concernant l'inscription sur les listes électorales ont pourtant été placardées dans les prisons. « *Il y a eu des améliorations*, reconnaît Marie Cretenot, de l'Observatoire international des prisons (OIP). *Mais cela reste une*

*information a minima, noyée parmi d'autres. De nombreux détenus pensent encore qu'ils sont privés de leurs droits civiques du fait de leur incarcération.* »

Derrière les barreaux, la démarche s'apparente à un parcours du combattant. Pour la procuration par exemple, il faut trouver un mandataire. Pas facile quand on est inscrit dans la commune de son établissement pénitentiaire, où l'on ne connaît personne. Et comment confier sa consigne de vote ? Au parloir ? Il faut que le mandataire ait un droit de visite. « *En prison, tout*

## EN CHIFFRES

67.738

C'est le nombre de personnes détenues en France au 1<sup>er</sup> décembre 2013.

1.609

Détenus privés de leurs droits civiques en 2012.

1.980

Détenus ont voté au second tour de la présidentielle en 2012 (82 % par procuration, 18 % avec permission de sortir).

2.697

Ont voté au second tour de la présidentielle de 2007 (uniquement par procuration).

*se passe par écrit, par des intermédiaires : greffe, conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation... Comme beaucoup de détenus ont des problèmes avec l'écriture ou la lecture, beaucoup renoncent* », regrette Matthieu Quinquis, vice-président du Genepi, le Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées.

D'où l'idée de faciliter les démarches en ouvrant des bureaux de vote en prison, comme au Danemark, en Pologne ou au Canada. En juillet 2012, les sénateurs Jean-René Lecerc et Nicole Borbo Cohen-Seat

« *En prison, tout se passe par écrit. Comme beaucoup de détenus ont des problèmes avec l'écriture ou la lecture, beaucoup renoncent* »

Matthieu Quinquis, vice-président du Genepi

l'agglomération pendant que Robinet lorgne l'hôtel de ville. Un ticket donc. Il faut voir leur numéro de duettistes, comme hier matin au marché de Boulingrin.

Lorsqu'une retraitée se plaint, Robinet lui tient la main droite pendant que Vautrin lui serre la main gauche. « On dirait un boxeur avec son coach », sourit-on à gauche. « On est complémentaires », jure Vautrin. Jusque dans les attaques : « La ville a besoin d'élus qui comptent à Paris. Ici, il y a eu très peu de visites ministérielles et quand ils viennent, ils arrivent les mains vides. Hazan ne compte pas à Paris », tranche Vautrin.

Si Robinet gagnait, il serait député et maire jusqu'en 2017. « Reims ne se gère pas à mi-temps », pointe Hazan. « Elle cumule deux exécutifs [la ville et l'agglomération] », réplique Robinet. Le duel s'annonce acharné. Et dans la bataille, le FN pourrait jouer le rôle d'arbitre. Absent en 2001, sous la barre des 5 % en 2008, un sondage commandé par l'UMP l'aurait donné à 18 %. Son candidat, Roger Paris, mise, lui, sur 20 à 25 %. En cas de triangulaire, la droite verrait la victoire lui échapper et tous ses comptes défaits. ●

évoquaient cette solution dans leur rapport sur l'application de la loi pénitentiaire de 2009. C'est aussi un combat de François Korber, de l'association Robin des lois. Celui-ci a envoyé hier aux ministres de la Justice et de l'Intérieur un recours administratif préalable (RAP) réclamant une modification du code électoral afin de permettre l'ouverture de bureaux de vote en prison. Il se dit prêt à attaquer devant le juge administratif.

#### « Des conséquences dans certains scrutins »

« L'ouverture des bureaux de vote dans les prisons est une idée qui circule et sur laquelle une réflexion est menée, indique-t-on à la Chancellerie. C'est une idée généreuse mais qui soulève des questions juridiques et pratiques en termes d'organisation et de compétence avec le ministère de l'Intérieur. Cela peut aussi modifier la composition du corps électoral et avoir des conséquences dans certains scrutins. » Que se passerait-il en effet, aux municipales, dans une ville comme Fleury-Mérogis (Essonne) qui compte près de 9.000 habitants et 3.900 détenus ? Leurs voix pourraient peser très lourd dans l'élection du maire. Une crainte absurde, estime François Korber : « La plupart des prisons sont de taille moyenne, et les détenus s'intéressent peu aux municipales : ils savent qu'ils ne s'installeront pas là à leur sortie de prison. » Le militant espère surtout que son idée sera reprise lors des débats sur la réforme pénale. ●

\* Le prénom a été changé

[www.lejdd.fr](http://www.lejdd.fr)

Lire le recours administratif préalable envoyé aux ministres.

## DÉCIDEURS POLITIQUES

### Le rendez-vous politique

DECIDEURS TV Le Journal du Dimanche



Scannez cette photo avec votre smartphone via l'appli « JDD à la une » et retrouvez l'émission (mode d'emploi p. 12).

Nathalie Kosciusko-Morizet, tête de liste UMP à Paris

## « Voter FN, c'est aider les sortants »

#### ► VOTE FN

Tout envisager pour faire battre Anne Hidalgo. Le candidat FN à Paris, Wallerand de Saint-Just, s'est dit prêt à s'allier avec l'UMP au second tour sous certaines conditions. Pas question, lui a répondu Nathalie Kosciusko-Morizet, candidate UMP à la mairie de Paris, invitée vendredi de *Décideurs politiques*, l'émission du jdd.fr en partenariat avec DÉCIDEURS TV. « Voter ailleurs, que ce soit à gauche ou à l'extrême droite, c'est aider les sortants. »

#### ► PACTE DE RESPONSABILITÉ

Avec ses annonces en faveur des entreprises, François Hollande a mis la droite dans l'embarras. Il y a, d'un côté, ceux qui applaudissent, de l'autre, ceux qui n'y croient pas. NKM dit, elle, se situer « du côté de ceux qui voudraient croire à une gauche devenue réaliste ». Mais selon elle, le discours du chef de l'État est bien trop flou. « Le président de la République ne dit en aucune manière comment il veut réduire les dépenses. Comment y croire ? Comment ferait-il avec une majorité qui ne le suit pas à l'Assemblée nationale ? » L'ancienne ministre de Nicolas Sarkozy dénonce « l'énorme défaut de crédibilité » du Président.

#### ► GRAND PARIS

Supprimer les départements du Grand Paris ? NKM y est « plus que favorable » mais a une nouvelle fois du mal à y croire. « Je suis demandeuse de la réduction du millefeuille administratif », assure-t-elle avant de dire sa méfiance : « Comment y croire quand on voit que ce gouvernement est revenu sur la réforme territoriale ? [...] Comment y croire quand on voit qu'ils ont détourné le projet du Grand Paris pour en faire une nouvelle couche administrative ? »

#### ► FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Dans le viseur de la candidate UMP, les frais de fonctionnement de la mairie PS de Paris. NKM dit vouloir « stopper cette spirale infernale d'augmentation des impôts et de la dette ». En cas de victoire, elle compte « réduire les dépenses et dans un deuxième temps, diminuer la taxe d'habitation ». L'ancienne ministre veut aussi passer le nombre d'adjoints au maire de 36 à 20. « Si des économies ne sont pas faites, il faudra augmenter les impôts des Parisiens, c'est ce que prépare en fait la majorité sortante. »

#### ► ATTAQUES

Elle ne semble pas vraiment vexée par les caricatures dont elle fait régulièrement l'objet sur les réseaux sociaux. « Il y a des choses amusantes, il y en a d'autres qui le sont moins », explique NKM. L'ancienne porte-parole de Nicolas Sarkozy dénonce, en revanche, « un déchaînement d'une violence inouïe de la part de l'équipe » de sa rivale

PS, Anne Hidalgo. Celle qui se définit comme une « tueuse » dit ne pas avoir « de talent pour l'hypocrisie ».

PROPOS RECUEILLIS PAR

BRUNO JEUDY ET CAROLINE VIGOREUX

[www.lejdd.fr](http://www.lejdd.fr)

Retrouvez l'émission complète.

## Bayrou oublie Copé

OLIVIER FAYE

PAS UN MOT pour Jean-François Copé. Le président de l'UMP a eu beau apporter vendredi son soutien à François Bayrou dans sa course à la mairie de Pau, le Béarnais ne l'a pas cité une seule fois, hier, lors du congrès du MoDem à Paris. Son discours s'est focalisé sur le virage social-démocrate pris par François Hollande.

« Il a eu une prise de conscience. Il s'est rendu compte de la situation et en a tiré les conséquences, j'en suis heureux », se contente de confier François Bayrou au JDD à propos de Jean-François Copé. Ce dernier refusait jusqu'alors de soutenir le centriste qui avait appelé à voter Hollande.

Le retrait du candidat local de l'UMP, Éric Saubatte, va aider le



ÉRIC DESSONS/JDD

président du MoDem. Privé de tout mandat, il joue à 62 ans son avenir politique. Et face à une gauche divisée, jamais ses chances n'ont été aussi grandes de conquérir pour la première fois la cité paillaise. Certains militants locaux de l'UMP, mécontents du soutien accordé par leur parti, s'apprêteraient néanmoins à protester. ●

MON ÉPARGNE  
JE SAIS où elle part,  
PAS loin d'ici,  
OÙ ELLE  
VA financer  
des entreprises locales.

#### Livret sociétaires

Profitez d'un taux attractif et contribuez au financement des jeunes entreprises locales. Et pour découvrir toutes nos solutions d'épargne, contactez votre conseiller.

Offre soumise à conditions et à la réglementation des comptes sur livret en vigueur au 01/01/2014. Pour connaître le taux de rémunération en vigueur, renseignez-vous auprès de votre conseiller.

[credit-agricole.fr](http://credit-agricole.fr)

**CA**  
BANQUE ET ASSURANCES